

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

*Bureau de l'Environnement*

**ARRÊTÉ  
du 11 mai 2009**

**fixant à la société MILLIPORE SAS des prescriptions complémentaires  
relatives à l'auto-surveillance des eaux souterraines au droit de son site de Molsheim  
au titre du Livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement**

**LE PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V, et en particulier son article R 512-31,
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment son article 65,
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1996 approuvant le SDAGE Rhin-Meuse,
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 approuvant le SAGE Ill-Nappe-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2007, modifiant et complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 février 1997 autorisant la société MILLIPORE SAS à exercer à Molsheim des activités de fabrication de filtres industriels et codifiant l'ensemble des prescriptions réglementant le fonctionnement des installations de la société MILLIPORE SAS ;
- VU** le rapport intitulé « Etude gaz de sol - Eaux souterraines puits SAB » de novembre 2005 établi par la société G.U.C.,
- VU** le document intitulé « Dépollution des eaux souterraines » établi par la société OTE Ingénierie en novembre 2007,
- VU** le rapport de contrôle trimestriel des eaux souterraines de décembre 2007 établi par la société G.U.C.,
- VU** le bilan de fonctionnement de la station dépollution de la nappe établi pour l'année 2007 par la société G.U.C.,
- VU** le rapport intitulé « Simulation de l'écoulement de la nappe phréatique et du transport des polluants – Actualisation des calculs de modélisation pour la période mars 2006 à mars 2008 » établi par la société G.U.C. ;
- VU** la circulaire du 5 novembre 2007 relative la bancarisation des données issues de l'auto-surveillance des eaux souterraines des sites d'installations classées et des sites pollués,
- VU** la déclaration de modification des installations déposée en juin 2008 par la société MILLIPORE SAS,

- VU** le courrier préfectoral du 5 août 2008 adressé à la société MILLIPORE SAS prenant acte des nouveaux plans et descriptifs transmis en juin 2008 et demandant à la société de conformer l'exploitation des installations modifiées aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2007 susvisé,
- VU** le rapport du 12 novembre 2008 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 10 décembre 2008,
- VU** les observations de l'exploitant datées du 17 décembre 2008 sur le projet d'arrêté présenté en CODERST, projet qui ne prenait pas en compte les modifications actées par le courrier préfectoral du 5 août 2008 susvisé au niveau du tableau de classement des installations figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2007 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que le site est l'objet d'une pollution historique des eaux souterraines et présente par ailleurs un risque de pollution par ses activités présentes,

**CONSIDÉRANT** que les eaux souterraines constituent la principale ressource régionale en eau potable et qu'il est donc nécessaire de prévenir toute dégradation de leur qualité chimique,

**CONSIDÉRANT** dans ces conditions, qu'il est nécessaire de surveiller les eaux souterraines au droit et au voisinage du site,

**CONSIDÉRANT** que la bancarisation des données issues de l'auto-surveillance des eaux souterraines des sites d'installations classées et des sites pollués dans la banque de données ADES, telle que définie dans la circulaire ministérielle du 5 novembre 2007, nécessite le respect d'un formalisme standardisé,

**CONSIDÉRANT** dans ces conditions, qu'il est important désormais d'intégrer dans les prescriptions d'auto-surveillance des eaux souterraines les codifications exigées par la bancarisation,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2007 susvisé relatives à la surveillance des eaux souterraines et des rejets aqueux et gazeux de l'installation de dépollution dans le sens d'un allègement au vu de l'historique des résultats,

**CONSIDÉRANT** par ailleurs qu'il est nécessaire d'étendre la surveillance des eaux souterraines à l'aval éloigné afin d'acquérir une meilleure connaissance des caractéristiques du panache de pollution dans ce secteur et pour ce faire, de pratiquer une surveillance trimestrielle dans ces ouvrages,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de renouveler les analyses ponctuelles de gaz du sol conduites en 2005 afin de les confirmer,

**CONSIDÉRANT** que les modifications déclarées en juin 2008 ne sont de nature, ni à assujettir les unités prises dans leur ensemble à de nouvelles rubriques, ni à modifier leur niveau de classement en autorisation ou en déclaration,

**CONSIDÉRANT** que d'un point de vue environnemental, les modifications projetées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires mentionnés à l'article L 511-1 et L 211-1 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2007 n'ont pas lieu d'être complétées et que seul le tableau de classement de l'article 1<sup>er</sup> doit être mis à jour,

**APRÈS** communication à la société MILLIPORE SAS du projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'ARRETE**

La société MILLIPORE SAS, ci-après désignée par « l'exploitant », dont le siège social est BP 116, 67124 MOLSHEIM Cedex, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants pour son site de MOLSHEIM.

### **ARTICLE 2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS**

Les prescriptions concernant l'auto-surveillance des eaux souterraines définies ci-après se substituent à celles de l'article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2007 susvisé ; les prescriptions concernant le contrôle des rejets atmosphériques de l'installation de dépollution se substituent à celles de l'article 8.5 ; les prescriptions concernant le contrôle des rejets aqueux de l'installation de dépollution se substituent à celles de l'article 9.4 ; les prescriptions concernant la surveillance de la qualité des eaux superficielles se substituent aux à celles de l'article 9.5.1.

Les prescriptions intitulées « Actions correctives » et « Analyse et transmission des résultats » complètent les prescriptions de l'article 7.1 de l'arrêté du 13 novembre 2007.

Les prescriptions de l'article 11 (Analyses de gaz du sol) complètent les prescriptions de l'arrêté du 13 novembre 2007.

Le tableau de classement des installations de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2007 est modifié et remplacé par le tableau ci-dessous :

<b>Intitulé de la rubrique</b>	<b>N° de la rubrique</b>	<b>Régime de classement</b>	<b>Quantité</b>	<b>Unité</b>
Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques.  Emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1 tonne.	1450-2b	D	< 1	t
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.  Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> .	1510-2	DC	49 500	m <sup>3</sup>

Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification etc.). La quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j.	2661-1b	D	4	t/j
Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	2662-b	D	500	m <sup>3</sup>
Installations de combustion lorsque ces dernières consomment exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, la puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	2910-A2	DC	7,7	MW
Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa ne comprimant ou n'utilisant pas de fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW.	2920-2a	A	4 557	kW
Accumulateurs (ateliers de charge d) la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	2925	D	70	kW

### ARTICLE 3. RESEAU DE SURVEILLANCE

#### Article 3.1. Ouvrages existants

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Profondeur de l'ouvrage
02714X0169 (PZ3)	Limite aval	9 m
02714X0210 (PZ5)	Limite aval	6,5 m
02714X0211 (PZ6)	Limite aval	10 m
02714X0213 (PZ8)	Aval	9 m
02714X0214 (PZ9)	Aval	9 m

#### Article 3.2. Ouvrages supplémentaires

L'exploitant complètera le réseau de surveillance défini à l'article 3.1 par l'implantation de 3 nouveaux piézomètres (PZ14, PZ15, PZ16) d'une profondeur de 10 mètres, dont la localisation est précisée sur le plan joint en annexe 1. Cette localisation pourra être adaptée si l'exploitant rencontre des difficultés d'accès ou n'obtient pas l'autorisation du propriétaire des terrains. Dans ce cas, il fait part à l'inspection des installations classées de la nouvelle implantation proposée en la justifiant.

Lors de la réalisation des forages, toutes dispositions seront prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Des recommandations techniques figurent en annexe 2.

L'exploitant fait inscrire les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

### **Article 3.3. Gestion du réseau de surveillance**

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient, en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

## **ARTICLE 4. PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre	
		Nom	Code SANDRE
02714X0169 (PZ3)	Trimestrielle	Tétrachloroéthylène	1272
02714X0213 (PZ8)		Trichloréthylène	1286
PZ14		1,1-dichloroéthylène	1162
PZ15		Trans-1,2- dichloroéthylène	1727
PZ16		Cis-1,2- dichloroéthylène	1456
		Chlorure de vinyle	1753
		1,1,2-trichloro-1,2,2-trifluoréthane (Fréon 113)	1196
02714X0211 (PZ6)	Semestrielle (hautes eaux basses eaux)		1168
02714X0210 (PZ5)		Dichlorométhane	
02714X0214 (PZ9)			

## **ARTICLE 5. SUIVI PIEZOMETRIQUE**

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance définis à l'article 3 ainsi que les têtes des ouvrages dénommés PZ0, PZ4a, PZ2, PZ7.1 et PZ7.2 sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

A chaque campagne, le niveau piézométrique de chacun de ces ouvrages est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

## ARTICLE 6. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

## ARTICLE 7. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, aux maires de Molsheim, Dachstein, Ernolsheim-sur-Bruche, les résultats des analyses, accompagnés de commentaires, avant le 15 du mois qui suit chacun des quatre trimestres de l'année ( soit le 15 janvier, 15 avril, 15 juillet et le 15 octobre).

Pour l'inspection des installations classées, la transmission des résultats par voie électronique à l'adresse [autosurveillance.drirc-alsace@industrie.gouv.fr](mailto:autosurveillance.drirc-alsace@industrie.gouv.fr) est envisageable. Dans ce cas, l'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.

Pour la présentation des résultats, l'exploitant pourra se reporter à l'annexe 3.

Le premier compte-rendu trimestriel comprend en outre une mise à jour de la cartographie de l'extension du panache de pollution aux limites de potabilité et tous les 4 ans à partir de 2008 une actualisation commentée de la modélisation du panache de pollution pour le trichloréthylène.

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, un bilan de l'auto-surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

## ARTICLE 8. CONTROLE DES REJETS ATMOSPHERIQUES DE L'INSTALLATION DE DEPOLLUTION

Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

Contrôles périodiques par un organisme tiers :

Nature de l'installation / Identification de l'émissaire	Paramètre	Périodicité
Installation de traitement des eaux de nappe polluées	Trichloréthylène + Fréon 113 + COV	Semestrielle

## ARTICLE 9. CONTROLE DES REJETS AQUEUX DE L'INSTALLATION DE DEPOLLUTION

L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :

Paramètres	Fréquence	Point de prélèvement
Trichloréthylène Fréon 113	Semestrielle	Sortie de l'installation de traitement des eaux de nappe pollués

## **ARTICLE 10. SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES EAUX SUPERFICIELLES**

L'exploitant effectue, à une fréquence annuelle, un contrôle de la qualité des eaux du fossé de la Hardt, en amont et en aval du point de rejet, portant sur les paramètres, pH, conductivité, DCO, DBO5, Hydrocarbures dissous, Trichloréthylène, Fréon 113. Les conditions de fonctionnement du dispositif de dépollution au moment de la mesure sont précisées lors de la transmission des résultats.

## **ARTICLE 11. ANALYSES DE GAZ DU SOL**

L'exploitant effectue **sous un délai d'un mois**, dans les puits de prélèvement de gaz du sol S2 et S3 définis dans le rapport de la société GUC, « Etude gaz de sol » de novembre 2005, des mesures de gaz du sol portant sur les paramètres :

tétrachloroéthylène, trichloréthylène, 1,1-dichloroéthylène, trans-1,2- dichloroéthylène, cis-1,2- dichloroéthylène, chlorure de vinyle, dichlorométhane, 1,1,2-trichloro-1,2,2-trifluoréthane (Fréon 113) et ses paramètres de dégradation.

Il utilise pour ce faire des méthodes de prélèvements et d'analyse adaptées.

Il transmet **sous un délai de 2 mois** à l'inspection des installations classées les résultats des analyses commentés.

## **ARTICLE 12. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société MILLIPORE SAS.

## **ARTICLE 13. PUBLICITE**

Conformément à l'article R512-39 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Molsheim et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

## **ARTICLE 14. EXECUTION - AMPLIATION**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- Le Sous-Préfet de Molsheim,
- Le Maire de Molsheim
- Le commandant du Groupement de gendarmerie,
- Les inspecteurs des installations classées de la Drire,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société MILLIPORE SAS.

**ARTICLE 15. SANCTIONS**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'Environnement.

LE PRÉFET

**Délai et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).



---

**ANNEXE 1**

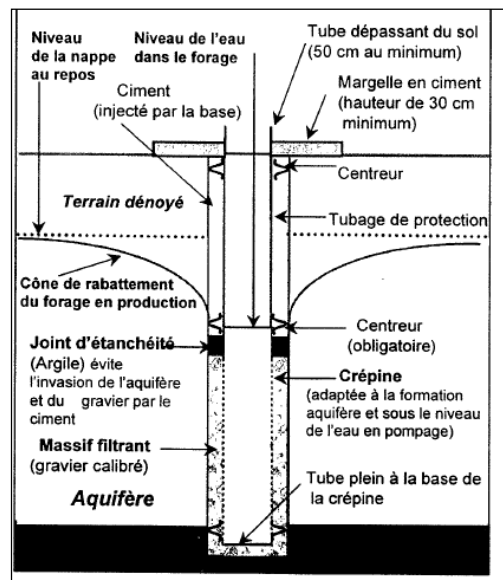
---

**PLANS : Localisation des ouvrages de surveillance**

## ANNEXE 2

### Recommandations pour la réalisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

- Afin d'éviter les infiltrations depuis la surface, la réalisation d'un forage doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire sur 1 m de profondeur, compté à partir du terrain naturel.
- Lorsque le forage doit traverser une nappe libre avant de capter une nappe captive, l'ouvrage est réalisé en deux étapes, avec aveuglement par cimentation réalisée au niveau de la couche imperméable séparant les deux aquifères. Après un temps de prise, le forage est poursuivi en diamètre réduit dans la nappe inférieure à capter.
- La tête du forage doit dépasser le terrain naturel d'au moins 50 cm ou être enterrée.
- La surface autour de la tête du forage doit être rendue étanche.
- Les ouvrages situés à l'extérieur des installations doivent comporter un dispositif de fermeture fiable pour empêcher toute ouverture en dehors des campagnes de prélèvements.
- Les boues de forage sont considérées comme des déchets et doivent donc faire l'objet d'un traitement en rapport.



*Schéma d'un forage et dispositions techniques associées*

---

**ANNEXE 3**


---

<b>IDENTIFICATION DU PIEZOMETRE</b>						
Codification locale	N° BSS	Profondeur	Niveau piézométrique		Nivellement	
<b>ANALYSES</b>						
Fréquence	Date					
<b>RESULTATS</b>						
Code SANDRE	Nom du paramètre	Méthode	Unité	Résultat	Valeur de référence	Origine de la valeur de référence (CSP, OMS, etc...)
<b>COMMENTAIRES</b>						